

La révolution arabe : une transition sur parole

Les citoyens ont averti leurs gouvernants de leurs frustrations sur leurs conditions de vie, leur besoin d'être gouvernés par des hommes honnêtes et leur désir de justice et liberté.

Domingo del Pino

Lorsque la révolution est en marche, écrivait Henry Kissinger en 1954 dans sa thèse doctorale sur le Congrès de Vienne (*A World Restored: Metternich, Castlereagh and the problems of Peace 1812- 1822*) ce qui est important, c'est de se placer à sa tête. Metternich, dont Kissinger avait emprunté cette phrase, se référait à un type particulier de désordre entre les États. Mais que ce soit entre des États ou entre des gouvernants et des gouvernés, le propre d'une révolution est de créer un nouvel ordre ou de rétablir un ordre corrompu.

Certains médias et certains hommes politiques ont donné le nom de révolution à ce qui se passe depuis le mois de janvier dans le monde arabe. Mais en réalité, ce qui s'est produit est beaucoup plus important : à travers leurs manifestations, les citoyens arabes ont averti leurs gouvernants de leurs frustrations, depuis de nombreuses années, concernant leurs conditions de vie, leur besoin d'être gouvernés par des hommes capables et honnêtes et leur désir de vivre dans la justice et la liberté. Le fait qu'un million d'Égyptiens se soient manifesté pendant 18 jours consécutifs sur la place historique Tahrir sans aucun débordement, confirme la dignité dans la pauvreté d'un peuple ayant souffert pendant 30 ans les conséquences de guerres qu'il a certes soutenues. Pendant les 30 dernières années, ce peuple a vécu sous l'emprise d'un président persuadé que le pouvoir pouvait être une étape brève – même si cela n'a pas été le cas de Hosni Moubarak – et qu'il fallait en profiter.

Mais Moubarak n'est pas seul à avoir tenté de s'éterniser au pouvoir. Sans compter les monarchies héréditaires, parmi les civils et militaires qui gouvernent aujourd'hui, mentionnons : Mouammar Khadafi, au pouvoir depuis septembre 1969 ; Abdullah Saleh, président du Yémen depuis 33 ans ; Abdelaziz Bouteflika, qui se trouve dans l'entourage du pouvoir depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, à l'exception de quelques années d'exil à cause de ses différends avec Chadly Benyedid, et assume la présidence depuis 1999. Une présence aussi longue au pouvoir a conduit certaines monarchies à tenter d'adopter des formes républicaines telles que des élections, des constitutions et des partis politiques, tandis que certaines républiques, comme la

Libye, l'Égypte, la Syrie, tentèrent de copier le caractère héréditaire des monarchies.

Dans tous les cas, la rentabilité de l'usufruit du pouvoir a été formidable si l'on en croit, entre autres, le palmarès des super-riches publié chaque année par le magazine *Forbes*. Sous réserve de la prudence avec laquelle il convient de traiter ces chiffres, et sans compter une fois de plus les riches rois et émirs des pays producteurs de pétrole, dont les fortunes personnelles se confondent avec celle de leurs États, le roi du Maroc, Khadafi, Moubarak et Zine el Abidin Ben Ali, entre autres, posséderaient une fortune personnelle de plus de quatre milliards de dollars. Le Citigroup, qui est une division du Citigroup Global Markets, avait averti depuis quelques années que le monde était de plus en plus divisé entre la ploutocratie et le reste, les très riches et les très pauvres, même s'il faut désormais inclure parmi les ploutocrates des dictateurs ne créant aucune richesse.

Le dernier *Global Risk Report* du conservateur Groupe Davos reconnaissait que « la mondialisation a approfondi la brèche entre la richesse et la pauvreté ». Les prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz et Paul Krugman, se sont accordés à leur tour sur le fait de placer le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) dans le point de mire. D'après Stiglitz, ceux-ci « ont écarté la mondialisation du bon chemin ». Dans son livre *Markings Globalisation Work*, Stiglitz écrivait que « ces institutions ont le pouvoir de dicter les politiques économiques aux pays en développement » alors que « fréquemment, ces politiques sont mal orientées ». Selon lui, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) mérite une appréciation semblable, « très éloignée des processus démocratiques », elle a « su orienter les politiques pour son propre bénéfice ».

Finalement, Dominique Strauss-Kahn, directeur du FMI, reconnaissait en février à Singapour que le système monétaire devait « être réformé pour éviter d'être à l'origine de la prochaine crise ». Selon lui, même si 500 millions de personnes ont cessé d'être au-dessous du seuil de la pauvreté au cours des dernières décennies, des inégalités persistent dans les revenus ; et pour remédier progressivement à cette situation, il est nécessaire

d'investir en éducation, en innovation et en savoir faire, sans toutefois négliger les prestations sociales. Il reconnaît également que les déséquilibres mondiaux d'avant la crise sont de retour. L'un d'entre eux, rappelait-il, est le fort taux de chômage et l'inégalité croissante des revenus et des richesses. Il soulignait ainsi le grand challenge de la prochaine décennie : donner un emploi aux 400 millions de jeunes qui se présenteront pour la première fois sur le marché du travail.

Conséquences pour les pays du Sud des politiques du FMI et de la Banque mondiale

Telles sont les opinions d'organisations auxquelles le Sud attribue la responsabilité de la crise et de la situation dramatique dans laquelle vivent de plus en plus de pays et de citoyens. Les perceptions dans les pays concernés par les politiques du FMI et de la BM sont beaucoup moins complaisantes. Les économistes de ces pays ont dénoncé de façon persistante le FMI, la BM et l'OMC au cours des 20 dernières années. Rappeler toutes ces critiques serait trop vaste. Je n'en citerai qu'une seule, celle de l'économiste et ministre de l'Économie algérien sous le gouvernement réformiste de Mouloud Hamrouche (1989-1991), Ghazi Hidouchi, qui les expliquait ainsi au mensuel français *Confluences* : « Pour le FMI, ce qui est important c'est que les économies s'organisent pour générer les excédents nécessaires et rembourser la dette rééchelonnée ». L'ancien ministre signalait qu'« en échange des sacrifices consentis en vertu des mesures du FMI (laisser flotter la monnaie, libérer les transactions de capital, libérer les prix et les intérêts, etc.), l'Algérie attendait des capitaux et des investissements directs qui ne sont jamais arrivés ». « Ce qu'il y a eu », ajoutait-il, « c'est un transfert des revenus vers l'extérieur ».

Mais Hidouchi ne culpabilisait pas seulement le FMI, mais encore le déficit démocratique de son pays, l'utilisation des revenus par la bureaucratie de l'État sans aucune transparence, les entreprises subventionnées et le secteur spéculatif. « Le résultat », expliquait-il, « est une population appauvrie qui croît de moins en moins en des solutions non radicales ». Pour illustrer ce que disait Hidouchi, Said Saadi, député pour Alger et chef du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD), dressait, début février le bilan suivant de l'économie algérienne : « deux millions d'hectares irrigables sont en friche depuis 40 ans ; l'Algérie, qui autrefois exportait des céréales, importe aujourd'hui l'essentiel de ses produits alimentaires... Seulement en 2010, plus de 9 700 émeutes, d'importance variable, ont secoué le pays. Et ce, sans compter le pillage de nos réserves pétrolières et gazières, confisquées par une caste de privilégiés ».

Nous vivons donc dans un monde en général plus riche mais en même temps plus inégal. La différence entre les niveaux de revenus dont on parle tant entre le

Nord et le Sud de la Méditerranée, et pour laquelle on prend presque toujours comme exemple l'écart entre le revenu par habitant de l'Espagne et celui du Maroc, n'est pas le seul ni le plus important dans cette région du monde. À en juger par les données statistiques divulguées par la Ligue arabe, la richesse et la pauvreté des pays arabes dépend de s'il s'agit ou non de producteurs et d'exportateurs de pétrole. Le PIB par habitant du Qatar (75 900 dollars en 2010) est 126,5 fois supérieur à celui de la Somalie (600 dollars) ; 19,97 fois celui du Maroc (3 800 dollars) ; 14,1 fois celui de l'Égypte (5 400 dollars) ; 9,37 fois celui de l'Algérie (8 100 dollars), et ainsi de suite.

Une autre brèche significative, qui rappelle la faible importance relative du revenu par habitant pour se faire une idée de la distribution réelle des richesses, est que selon les données rassemblées par des économistes marocains, en 1960, 40 % de la population marocaine percevait 60 % des revenus ; au cours de la dernière décennie, 20 % de la population accapare 80 % des revenus, et dans ces 20 %, 5 % perçoivent à leur tour 80 % de ceux-ci.

Certains économistes comme Jacques Attali dans son livre *La crise, Et après ?* (Fayard, décembre 2008) s'inclinent à croire que la crise financière de 2008 est avant tout une crise systémique. Mais les systèmes économiques n'abondent pas : le communisme s'est effondré en 1989 et, pour le moment, il n'existe en théorie aucune alternative au capitalisme. Sur la base des instruments théoriques d'analyse et de gestion fournis par celui-ci, l'on pourrait conclure qu'il existe des limitations objectives à une distribution mondiale équitable de la richesse, dont les sources ne sont pas équitablement réparties entre les pays. Comme l'économie est la base de la politique, il se peut que ces limitations économiques soient à leur tour des limitations politiques conditionnant l'avancée de la démocratie dans le monde arabe et en général.

Dans ce système mondial délimité par des institutions internationales comme le FMI, la BM et l'OMC, certains pays comme l'Égypte ne semblent pas avoir de solution objective. Avec plus d'un million de kilomètres carrés d'extension et 76,7 millions d'habitants (2009), l'Égypte ne dispose que de 40 000 kilomètres carrés cultivables pour alimenter sa population qui croît au rythme d'un million d'habitants par an. Les projections démographiques du FMI calculent qu'en 2015, la population égyptienne s'élèvera à 86,38 millions d'habitants, mais le différentiel avec 2014 sera alors de 1 694 000 Égyptiens de plus en seulement un an. Les données macroéconomiques optimistes, que le FMI présente avec fréquence, ne sauraient dissimuler, comme le signale la BM, que 40 % de la population égyptienne vit au-dessous du seuil de la pauvreté (deux dollars par jour), que le chômage touche 25 % de la population active, et que l'inflation des prix des aliments dépasse aujourd'hui 17 %.



Casablanca, le 20 février 2011. /THIBAUT CAMUS/AP

Le Maroc est l'un des élèves préférés du FMI, de la BM et du Club de Paris. Or, à la fin 2009, ces institutions le prévenaient que pour dépasser le taux de croissance de 5 % atteint cette année, il serait nécessaire de porter le déficit budgétaire à moins de 3 % du PIB et de poursuivre la réduction progressive des subsides aux produits de première nécessité, ce que la crise mondiale dès 2008 et l'augmentation des prix des aliments n'allaient pas permettre. Le FMI lui-même semble être d'accord sur le fait qu'après les réformes et les ajustements économiques, une croissance économique à deux chiffres sera nécessaire pour garantir la durabilité du développement économique au Maroc. Pour l'instant, la croissance des pays arabes se situe entre 3,5 % et 5 %.

Les adversaires et partisans du FMI, de la BM et de l'OMC... ne se rejoignent pas, c'était prévisible, sur leur appréciation du rôle joué par ces institutions, mais ce qu'aucun d'eux ne semble remettre en doute, c'est le coût social et humain qu'elles ont produit. La brèche entre les pauvres et les riches s'est élargie ; les réformes se traduisent toujours par des réductions sociales ; les meilleures données macroéconomiques n'ont aucune répercussion positive sur le panier de la ménagère ; la

création de postes de travail reste insuffisante, non pas pour fournir un emploi aux millions de jeunes qui se présentent chaque année sur le marché du travail, mais ne serait-ce que pour réabsorber la perte de l'emploi.

Aucun pouvoir ne peut garantir – et d'autant moins ceux qui faisaient partie du régime des dictateurs qui ont abandonné leur pays après les manifestations – que les transitions qui se sont engagées déboucheront sur davantage de démocratie et de justice sociale. L'espoir ne réside peut-être pas chez ceux qui doivent se réformer eux-mêmes, une chose sur laquelle il n'existe aucun précédent, mais dans certains faits qui sont passés relativement inaperçus : les discours du président américain, Barack Obama, le 4 juin 2009 au Caire et devant le Parlement d'Accra (Ghana) huit jours après, semblent annonciateurs de cette transition pacifique vers la démocratie et la bonne gouvernance. À moins que les autres régimes ne décident d'utiliser la force contre les citoyens, une telle transition pacifique et ordonnée pourrait se produire. Néanmoins, l'intervention de la police et des corps de sécurité, le 12 février à Alger, pour faire avorter la marche convoquée ce jour-là, est un mauvais présage. ■